

dossier

L'Amérique n'est pas en déclin

Entretien avec
Jean-Philippe Platteau

Jean-Philippe Platteau est professeur en sciences économiques, sociales et de gestion; coresponsable du département d'Analyse économique des Facultés Notre-Dame de la Paix de Namur.

Selon Emmanuel Todd, les États-Unis se présentent comme une puissance en déclin, de plus en plus dépendante du reste du monde. Jean-Philippe Platteau réfute ces arguments : le dynamisme de l'économie américaine ne fait aucun doute, et les États-Unis possèdent en outre une solide force de recomposition idéologique, reposant sur un « patriotisme religieux ». Le seul hic vient du manque de recul critique qu'implique l'omniprésence des catégories religieuses au sein du discours politique. Un trait qui pourrait expliquer la relative incompréhension des Européens. Tout se passe comme si la société américaine n'avait pas achevé son processus de laïcisation.

Muriel Ruol : En tant qu'économiste, que pensez-vous de la thèse d'Emmanuel Todd qui voit dans les États-Unis une puissance en déclin ? Selon lui, l'improductivité de l'industrie américaine et la surconsommation des ménages induiraient un gigantesque déficit commercial, symbole de la dépendance croissante des États-Unis vis-à-vis du reste du monde.

Jean-Philippe Platteau : Je trouve cette manière de voir fort manichéenne. La réalité est plus complexe. Je ne vois personnellement pas de signes clairs de déclin de la puissance économique des États-Unis. Il faut cependant admettre que la politique actuelle de l'administration Bush conduit à un déficit budgétaire (plutôt que le déficit commercial sur lequel insiste Todd) très rapidement croissant, et inquiétant dans la mesure où il pourrait ébranler, à terme, la confiance du citoyen américain — et par ricochet les citoyens du monde — dans la solidité et la viabilité de l'économie américaine. Cependant, si l'on laisse de côté cette « gabegie » budgétaire, on ne peut que constater que les États-Unis ont dans l'ensemble une économie très dynamique. Grâce à elle, l'Amérique dispose d'une force de recomposition très remarquable. Songez aux turbulences qui ont suivi l'éclatement de la bulle spéculative qu'avait engendrée la surévaluation du secteur des nouvelles technologies et voyez à quelle vitesse l'économie américaine s'est rétablie. Quant à la productivité des entreprises américaines, elle est meilleure qu'en Europe. Les problèmes de productivité des années septante ont été surmontés depuis longtemps. Bref, l'économie américaine dispose d'un ensemble d'atouts indéniables.

M. R. : E. Todd va jusqu'à évoquer une « action prédatrice » qui serait liée au déclin des États-Unis. De plus en plus dépendante vis-à-vis du reste du monde, l'Amérique drainerait à elle une bonne part de l'épargne et des richesses mondiales (y compris des pays les plus pauvres). Elle est aidée en cela par le contrôle qu'elle exerce au sein d'institutions clefs, telles que le F.M.I. ou l'O.M.C.

J.-Ph. P. : Il est exagéré de dire que les États-Unis contrôlent les institutions internationales. Ils sont soumis aux mêmes règles que les autres pays. Ils ont d'ailleurs perdu un certain nombre de procès importants. Je pense notamment au procès qu'ils viennent de perdre contre la Communauté européenne à propos de l'acier, ou encore à un procès important qu'ils ont perdu contre l'Inde. Que leur pouvoir d'influence soit plus grand que celui du Togo ou le Bénin, n'étonnera personne. Les accords de Cancún ont toutefois démontré que des pays pauvres peuvent s'allier et avoir une influence non négligeable au sein de institutions internationales, telles que l'O.M.C. — au point de bloquer le processus de décision. Cette nuance faite, il ne faut pas se cacher que les États-Unis se comportent de fait comme une grande puissance et qu'ils défendent partout dans le monde leurs intérêts économiques et géostratégiques, y compris bien sûr au sein des institutions internationales.

De ce point de vue, un des enjeux de la guerre en Irak était de réaffirmer la puissance des États-Unis dans une zone qui demeure cruciale tant du point de vue économique que du point de vue géopolitique. En ce sens, les États-Unis sont bien une puissance impérialiste et qui a, dans une certaine mesure, les moyens de sa politique. Elle est également impérialiste dans un autre sens, à savoir qu'elle s'est dotée d'une *idéologie* justifiant sur le plan moral le bien-fondé de ses interventions extérieures.

UN MANQUE DE REcul CRITIQUE

M. R. : Nous revenons ainsi à un des thèmes de notre débat du 26 mai 2003, à savoir du divorce des visions du monde entre l'Europe et les États-Unis.

J.-Ph. P. : Les conceptions de l'Europe et des États-Unis divergent en effet profondément. Acter ce divorce me semble fondamental. Par contre, je suis moins convaincu par les raisons qu'invoque Robert Kagan. En particulier, lorsqu'il affirme que la défense du droit international reflète uniquement la faiblesse de l'Europe. Je rejoins Jean-Marc Ferry lorsqu'il réfute ce point. Ce qui me frappe et m'inquiète de ce point de vue, c'est l'absence quasi totale de recul critique du peuple américain par rapport aux enjeux de la politique extérieure que poursuit de son pays.

Ce dernier semble habité par une conviction à la fois étonnante et profonde, qu'à partir du moment où son gouvernement agit dans une bonne intention (en vue du « Bien ») ses actes sont justes et ne peuvent être critiqués. Il y a là un manque de remise en question qui est inquiétant.

M. R. : À quoi est dû selon vous ce manque de recul critique ?

J.-Ph. P. : Au fait que les catégories de la pensée américaine restent profondément influencées par la religion. On l'a maintes fois souligné ces derniers mois, le champ religieux semble envahir une grande partie de la culture politique américaine. Il alimente ce que l'on pourrait nommer : un « patriotisme religieux ». Ce phénomène s'explique parfaitement au regard de la psychologie collective, mais il pose néanmoins question. Dans la mesure où il colore la vision du monde des Américains et influe sur leur politique extérieure. Or, selon moi, on ne peut développer une pensée critique forte dans un tel contexte, ni prendre du recul par rapport à ses manières d'agir. Ce que semblent s'interdire les Américains — je veux parler des citoyens, et non de l'administration Bush qui peut être beaucoup plus cynique. Les citoyens eux en restent souvent à une appréciation morale des problèmes, et ramènent tout aux intentions visées, sans prendre en compte les conséquences.

M. R. : C'est en quelque sorte le sens du politique qui est ainsi manqué ?

J.-Ph. P. : Exactement. On aboutit à une vision du monde polarisée entre le Bien et l'« axe du Mal », entre amis et ennemis, sans autres considérations critiques. Je trouve bien sûr cette attitude dangereuse et très inquiétante. En particulier, quand on est la première puissance du monde.

M. R. : C'est le thème de ce numéro qui met en contraste l'Europe du droit et « l'universalisme messianique » des États-Unis.

J.-Ph. P. : À mon avis, il faut se garder d'idéaliser l'une ou l'autre position. Il est certain que les Nations unies n'ont jamais fonctionné sous le mode idéalisé que préconise la France. À l'opposé, il faut pas se cacher que « l'universalisme messianique » recouvre aussi une visée impérialiste. L'administration Bush peut se révéler très cynique dans sa manière d'opérer. Elle a des lobbys extrêmement puissants, dont des lobbys économiques dont on connaît bien la nature. Elle agit donc avant tout dans l'intérêt des États-Unis. Cela ne veut pas dire que le discours religieux est entièrement manipulé, mais plutôt que les dirigeants américains le combinent, peut-être en toute bonne foi, adroitement à ces

croyances religieuses sur leur mission dans le monde. De ce point de vue, on ne peut que dire et redire que les Américains ne sont pas allés en Irak pour libérer le peuple irakien de la dictature. Ils y sont allés pour d'autres raisons, qui se sont avérées non fondées, à savoir la lutte contre le terrorisme, et la découverte d'armes de destruction massive. Même s'ils invoquent maintenant des raisons tout autres liées à la défense des valeurs démocratiques.

M. R. : Ces arguments fonctionnent pourtant bien auprès de la population américaine.

J.-Ph. P. : Oui, on est toujours très fort, quand on agit et manipule la peur des gens. De ce point de vue, les Américains ont entamé avec la guerre en Afghanistan, puis en Irak un cercle vicieux absolument angoissant. Leur mode d'action et d'intervention ne peut en effet qu'attiser la haine contre les Américains, accroître par là la menace terroriste et justifier en retour une intervention plus massive encore des États-Unis. La logique du terrorisme est en effet que plus vous créez de martyrs, plus vous en suscitez. L'Amérique entraîne ainsi le monde dans un processus cumulatif auquel on ne voit pas d'issue, si la raison ne revient pas.

UN PROCESSUS (DE LAÏCISATION) INACHEVÉ

M. R. : Qui dit raison, dit esprit critique. Selon vous, c'est finalement le manque d'esprit critique qui semble à la fois le plus problématique dans l'approche américaine, et qui la différencie le plus sûrement de la position européenne ? Pouvez-vous en cerner davantage les raisons ?

J.-Ph. P. : Les États-Unis ont connu l'émancipation de l'individu hors du collectif, qu'ont impliqué la Révolution industrielle et la philosophie rationaliste, mais pas le mouvement d'émancipation laïque de l'homme, qui remet le religieux à sa place : c'est-à-dire dans la sphère privée et non pas dans le domaine public et collectif. C'est un peu comme si les États-Unis avaient laissé le processus inachevé.